

Forages de Total au large de la Guyane : l'audience sur la suspension des travaux prévue le 7 janvier

Réactive commune des Amis de la Terre France, Greenpeace France, Guyane Nature Environnement, Nature Rights, Sea Shepherd France, Stop Pétrole Offshore Guyane, Surfrider Foundation Europe et ZEA.

Alertées du fait que Total a commencé ses travaux de forages ultra-profonds au large de la Guyane, 7 organisations (1) ont déposé lundi 17 décembre une demande de référé-suspension au Tribunal administratif de Cergy. Cette demande vient d'être acceptée, l'audience aura lieu le lundi 7 janvier à 14h30. L'objectif pour les associations, soutenues par le collectif Stop Pétrole Offshore Guyane, est d'obtenir la suspension des travaux puis, dans un second temps, l'annulation de l'autorisation de travaux et du permis Guyane Maritime.

Les 7 organisations ont déjà déposé, la semaine passée, un recours contre l'Etat sur Guyane Maritime. Pour rappel, les principaux éléments attaqués dans le recours sont :

- Le déni du droit à la participation du public du fait de l'absence de saisine de la Commission nationale du débat public (CNDP) qui a pourtant rappelé qu'elle était obligatoire (2)
- L'absence d'expertise et l'incompréhension du dossier des commissaires-enquêteurs chargés d'émettre un avis argumenté sur l'étude d'impact environnemental de Total (3).
- Les lacunes de la modélisation en cas de marée noire et des risques pour les pays et territoires voisins.

Notes

(1) Les 7 organisations sont : Amis de la Terre France, Greenpeace France, Guyane Nature Environnement, Nature Rights, Sea Shepherd France, Surfrider Europe et ZEA

(2) La consultation du public aurait dû passer par la CNDP et un débat public aurait dû avoir lieu.
Confirmation de Chantal Jouanno : https://twitter.com/Chantal_Jouanno/status/1055440066015911936

(3) Exemple : page 25 du rapport remis au préfet, la commission d'enquête explique : "N'étant pas des spécialistes des fuites d'hydrocarbures, les membres de la commission d'enquête ne peuvent qu'accepter cette réponse de TE&PGF" http://www.guyane.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_et_conclusions_commission_d_enquete.pdf